

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATIONLes paroles de M. Balfour
sur la Pologne

Nous constatons avec joie qu'après un long silence des Alliés au sujet de la question polonaise, ces derniers temps chaque semaine nous apporte une déclaration nouvelle. Notons aujourd'hui les paroles de M. Balfour, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères.

Nos lecteurs s'en souviennent: il y a quelque temps nous avons dit ici même que M. Balfour est un des hommes d'Etat de la Grande-Bretagne qui comprennent le mieux la haute portée du problème polonais, et qui se rendent compte que la politique rationnelle des puissances occidentales, que l'équilibre européen exige non pas une solution de compromis, non pas une solution partielle dite « autrichienne » de la question polonaise, mais une solution complète dictée par les intérêts purement alliés qui sont en même temps les intérêts purement polonais.

Nous ne nous trompons point et la manière dont M. Balfour a parlé de la Pologne dans son discours prononcé le 10 janvier dernier à Edimbourg le prouve clairement.

« En ce moment la jeunesse allemande est menée à la boucherie — disait M. Balfour — ; l'industrie allemande est en péril dans toutes les parties du monde ; les finances allemandes subissent une gêne et les dettes allemandes s'amoncellent. Et nous savons que c'est pour empêcher la réparation de l'injustice commise par l'Allemagne en 1871 ; que c'est pour empêcher la Belgique d'être placée dans la situation où son géôlier la trouva quand il viola ses frontières ; que c'est pour empêcher que la grande œuvre de l'unité italienne ne soit menée à bonne fin ; que c'est pour empêcher qu'une autre grande injustice commise non en 1871, mais en 1772 par un prédécesseur de l'Empereur d'Allemagne actuel, la grande injustice du partage de la Pologne ne soit réparée... »

Deux circonstances déterminent la haute portée des paroles du secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères. D'une part — M. Balfour met la question polonaise au même rang que les problèmes les plus importants qu'ont à résoudre les Alliés, à savoir les questions d'Alsace-Lorraine, de Belgique et celle des revendications italiennes. D'autre part — M. Balfour parle de la Pologne d'avant 1772, c'est-à-dire d'une Pologne vraiment grande et puissante.

Une Pologne puissante, une Pologne appuyée à la mer peut seule, en effet, remplir son rôle historique de protectrice de l'Europe orientale contre le flot germanique et être en même temps une garantie d'équilibre politique, économique et militaire pour l'Europe tout entière.

L'opinion française et la Pologne

L'émotion soulevée par les propos que les régents de Varsovie ont tenus devant le kaiser et devant Charles I^{er} appelle des commentaires indispensables pour placer les faits dans leur vrai jour.

Nous avons entendu, à cette occasion, toutes sortes de réflexions attristées, aigres, malveillantes, quelquefois franchement injurieuses à l'adresse des Polonais. Vous voyez bien, nous a-t-on dit, que les Polonais ne sont pas sûrs. Vous voyez bien qu'ils vont du côté où est la force, et qu'ils nous abandonnent au moment où la trahison de la Russie nous met dans une situation critique.

Nous supplions le public français d'éviter la précipitation dans ses jugements. Qu'il se persuade bien que ses propos de salon et de Métro sont recueillis, enregistrés, exportés, et qu'ils servent quelque part à des desseins préjudiciables aux intérêts communs des Alliés. Nos boutades de mauvaise humeur, nos imputations étourdies passent la frontière, vont en Suisse, à Vienne, à Cracovie, à Pétersbourg, et là des chroniqueurs gagés ont pour besogne de les servir d'une main habile dans un commentaire approprié.

C'est tout un jeu, toute une manigance internationale, effroyablement savante et acharnée, que l'on s'obstine en France à ne pas comprendre. Aussi ne compte-t-elle plus ses dupes et ses victimes. Les dupes, c'est le public français. Les victimes, ce sont les Polonais. Saisissons-nous enfin le mécanisme des agences ? A Berlin l'Agence Wolff, à Vienne le Bureau de Correspondance, en Suisse, en Suède et ailleurs différentes agences polonaises, entretenues par une minorité disciplinée, ont pour fonction de fausser systématiquement les perspectives du problème polonais et d'en dénaturer les éléments. Varsovie, Cracovie, Posen, c'est bien loin. Il est difficile d'y aller voir. L'Allemagne et l'Autriche bâillonnent ces pays-là par un service exemplaire de censeurs et de douaniers. Et puis, par surcroît, la France, épuisée par ses sacrifices incomparables, est fort occupée de ses affaires. Pouvaient-elles, dans la tourmente de la guerre, refaire son éducation, réapprendre l'histoire, s'instruire de la question polonaise à laquelle elle avait perdu l'habitude de s'intéresser ? Attelle le temps de distinguer un Lednicki d'un Dmowski, un député polonais à la Diète de Prusse d'un politicien professionnel et loyaliste de Cracovie, chamarré de décorations et le front sur les pieds de l'Empereur d'Autriche ? Elle se perd au milieu de tous ces Polonais infortunés, qui portent tous les uniformes, qui habitent toutes les capitales et dont les minorités obstinées, comme au temps sinistre du *liberum veto*, refusent de s'incliner devant les interprètes de l'opinion générale.

Et c'est de tout cela que vient le mal, l'espèce de malédiction spéciale qui pèse sur la grande et sainte cause polonaise. Le public français est le jouet de quiproquos quotidiens. Un télégramme arrive. Il a été élaboré dans les officines de Wolff ou du Bureau de Correspondance. Il passe en Suisse, tantôt avec sa marque de fabrique, tantôt anonyme. Il entre en France. Nos agences le répandent. Nos journaux le publient.

Neuf fois sur dix — pour le moins — c'est une fausse nouvelle. Il s'agit de quelque démarche, démonstration, ou propos d'un de ces groupes dévoués à Vienne ou à Berlin, auxquels la ma-

rité tourne le dos, mais auxquels, bien entendu, les agences des empires centraux prêtent tous leurs porte-voix et tous leurs fils. Wolff sera muet sur un congrès patriote de cent ou deux cent mille Polonais, mais il trouvera le moyen de faire savoir jusqu'au fond de l'Amérique du Sud et de la Sibérie que quarante malheureux sifflés par la foule ont voté à huis clos un ordre du jour favorable aux Etats du centre. Le lendemain ou la semaine suivante, les Polonais patriotes rectifient. A quoi bon ? Ils sont livrés à eux-mêmes, ils n'ont pas de radiotélégraphie, pas de fils spéciaux, pas de somptueux services d'information, pas d'inépuisables subsides. La presse, qui a enregistré la fausse nouvelle, négligera presque toujours d'enregistrer la nouvelle exacte. L'incident n'est plus actuel. Et que dirait le lecteur français, au moment où tant d'essentielles questions sont à l'ordre du jour, si on l'empêtrait dans toutes ces polémiques de « partis » ?

Quand le fait se reproduit dix, vingt, cent fois, des impressions durables se fixent et l'erreur s'enracine. Wolff est content. Les amis de la Pologne sont tristes, tristes que la France intelligente se prenne au piège, tristes que le mensonge triomphe, tristes que la nation polonaise, malgré tout ce qu'elle a fait, éveille encore des soupçons infamants dans l'esprit de trop de gens. Franche jusqu'à l'indiscrétion, on croit à sa duplicité. Généreuse jusqu'à la naïveté, on la juge calculatrice et intéressée. Nourrie dans la haine sacrée du germanisme qu'elle combat et qu'elle maîtrise depuis l'aurore de son histoire, on la suppose capable de fléchir le genou devant le kaiser sanglant. Eprise follement de liberté et de démocratie — de cette liberté et de cette démocratie auxquelles elle a donné en holocauste le martyre de ses insurgés, de ses conspirateurs, de ses forçats de Sibérie, de ses enfants meurtris par les pédagogues prussiens, de sa langue, de sa terre, de toute son âme enfin, — on ose imaginer qu'elle préfère Hindenburg à Wilson et qu'elle déserte la devise des Alliés pour tendre la main à ses persécuteurs séculaires.

Serait-il vrai, en fin de compte, qu'une malédiction pèse sur la Pologne ? Est-ce donc son destin, jusqu'à la fin des temps, d'être la victime de l'intrigue et des faux jugements ? Quand elles ont achevé son partage, les cours de Berlin, de Vienne et de Pétersbourg la dénonçaient comme un foyer de « jacobinisme ». Mais les Jacobins, en même temps, la soupçonnaient d'esprit réactionnaire. Aujourd'hui les agences de Berlin et de Vienne nous la donnent, pour l'étouffer mieux, comme favorable aux empires centraux. Nous commettrions une erreur aussi fatale que celle des Jacobins, à nos intérêts et à ceux des Polonais, en ajoutant foi à ces mensonges.

Mensonges ? Certes oui. Les preuves en abondent. Nous voudrions pouvoir les donner toutes. Un livre n'y suffirait pas. Il devra être écrit, il sera écrit, trop tard, hélas ! pour que la Pologne puisse immédiatement bénéficier des éclaircissements qu'il apportera. Il montrera les services incomparables que la Pologne inconnue et méconnue a rendus depuis le commencement de la guerre à la cause des Alliés. Les Français ont-ils bien songé à ce qu'il serait advenu si en 1914, dès le premier jour des hostilités, les douze millions de Polonais du Royaume, c'est-à-dire de la « Pologne russe », s'étaient soulevés contre le tsarisme qu'ils exéçraient ? Ils en avaient les moyens, ils ne l'ont pas voulu. Ils ont ainsi rendu possible la diversion russe après Charleroi, c'est-à-dire la victoire de la Marne. L'histoire prouvera cela un jour.

Après avoir lu dans la presse la relation du voyage des Régents de Varsovie à Berlin et à Vienne, après avoir écouté les propos officiels

des personnages nommés par le kaiser et son complice, il n'est pas mauvais de savoir comment là-bas, en Pologne, les citoyens du commun, simples patriotes, parlent tous les jours aux représentants de la culture vantés par le prince Lubomirski. Le ton est autre. Malgré l'attirail des casques à pointe et des ciseaux de la censure, malgré la faim, malgré l'effroyable lassitude de la guerre, malgré la mauvaise fortune des Alliés, la Pologne, la vraie — presque la seule — apparaît, intraitable, méprisante, grande de toutes ses vertus, dans ce simple filet publié ces jours-ci par un journal de Cracovie qui interprète fidèlement l'esprit de son pays. Ce n'est qu'un exemple. Mille autres pourraient être donnés à sa place.

« Certains bacheliers des sciences politiques, qui voudraient jusqu'à la fin du monde nous mener par la main et qui ne peuvent s'accommoder de voir la Pologne rendue par la guerre mondiale à ses droits de personne majeure, nous jettent sans cesse à la face les souvenirs, authentiques ou inexacts, des imperfections de l'ancien régime polonais. L'autre jour, à Berlin, un de ces hommes d'Etat au petit pied a déterré la « licence effrénée » des Polonais du temps de la République. Nous nous inclinons devant cette accusation. Eh oui, chez nous c'était la licence, ce qui veut dire l'exagération de la liberté. Et chez vous autres ? Chez vous, c'était aussi l'exagération, mais en sens inverse, l'exagération du pouvoir, le despotisme. Chez nous, l'abus des libertés, chez vous les chaînes trop lourdes. Nous ne savions pas, nous, garder la mesure dans le respect des individus. Vous la dépassiez, vous, en courbant humblement le dos sous le poing et en ayant pour le bâton une vénération d'esclaves. Il n'y a pas de quoi prendre aujourd'hui de si grands airs. » (*Głos Narodu* du 18 décembre.)

Ah ! si les employés de l'Agence Wolff voulaient nous faire le plaisir de découper dans les journaux polonais, au moins de temps en temps, quelques-uns de ces entrefilets qui y abondent ! Peut-être alors, en quelques semaines, l'opinion française déroutée arriverait-elle à comprendre que les allocutions protocolaires imposées par la pression étrangère, plus ou moins dénaturées par les agences, et soigneusement abstraites des circonstances de temps et de lieu qui peuvent en atténuer la signification, ne traduisent aucunement l'état d'âme véritable de la Pologne. Et la Pologne, à laquelle, ne l'oublions pas, des intrigues inouïes n'ont pu arracher une armée, aurait la satisfaction de constater que le monde lui en sait quelque gré et qu'il la comprend un peu. Puisqu'elle est décidée à poursuivre la lutte, nous lui devons au moins ce réconfort.

HENRI SIGISMOND.

LA POLOGNE à la Chambre des Députés

Au cours de l'interpellation socialiste sur « la conduite diplomatique de la guerre » plusieurs orateurs prirent la parole. Le dernier fut M. Albert Thomas qui demandait une déclaration commune des buts de guerre des Alliés.

M. Albert Thomas. — Cette déclaration nous apparaît plus que jamais nécessaire. D'abord pour bien marquer, par delà l'identité des déclarations de principes l'identité de l'application réaliste que l'Entente veut faire de ces principes. (*Très bien ! très bien ! sur les bancs du parti socialiste.*)

Ce sera, je l'espère, une force nouvelle pour l'Entente. D'autre part, les déclarations séparées ne sont pas toujours aussi d'accord qu'on le suppose. La satisfaction des appétits bulgares, la solution à donner à la question de Pologne laissent subsister des divergences que des peuples qui voudront ensemble la justice ne devront pas rencontrer. (*Très bien ! très bien !*)

M. Pichon, en répondant aux interpellations, a répliqué que toutes les déclarations des Alliés concordent, et, dans l'ensemble, elles formulent une opinion générale qui ne laisse aucune obscurité ni aucun doute sur leurs intentions.

M. le Ministre des Affaires étrangères. — Il est vrai — et j'aborde ici le sujet qui a été traité, en particulier par M. Thomas — il est vrai qu'elles ne sont pas identiques dans la forme. Qu'importe si en résumé elles le sont au fond.

Les négociations de paix de Brześć-Litewski et la Pologne

La reprise des négociations.

On mande officiellement de Brześć-Litewski, *via* Vienne, en date du 8 janvier :

Cet après-midi, les chefs des délégations réunies à Brześć-Litewski ont tenu une conférence à laquelle ont participé : le secrétaire d'Etat von Kühlmann, le ministre des affaires étrangères comte Czernin, le ministre bulgare de la justice M. Popov, le commissaire pour les affaires étrangères M. Trotzky, le secrétaire d'Etat ukrainien pour le commerce et l'industrie M. Holubovitch, le grand-vizir Talaat pacha.

Après l'examen de la question de forme et de l'ordre du jour, les chefs des délégations ont fixé la séance plénière à mercredi matin onze heures.

Des entretiens ont eu lieu ensuite entre les représentants de la Quadruplice et les délégués de l'Ukraine. Les Allemands mettent donc sur un pied égal les maximalistes et les Ukrainiens.

Séance plénière du 9 janvier.

A cette séance assistaient, en dehors des délégations des puissances centrales, les délégués russes avec Trotzky et les délégués ukrainiens avec Holubowitch en tête. Von Kühlmann prononça un discours de remontrances à l'adresse des Russes.

Autant qu'il est permis de porter un jugement d'après les négociations faites avant la suspension, — dit M. von Kühlmann pour finir — je ne considère pas les difficultés d'ordre matériel comme assez grosses pour croire à un échec de l'œuvre de paix, et par là vraisemblablement la reprise de la guerre à l'est, avec toutes ses conséquences incalculables.

Alors le comte Czernin prit la parole pour dire « à ces messieurs de la délégation russe » que les puissances centrales refusent de transférer les négociations de paix de Brześć dans une ville neutre pour deux motifs :

1° A Brześć, les délégués ont toutes les facilités pour communiquer directement avec leurs gouvernements respectifs ;

2° Le transfert des négociations dans un pays neutre fournirait à l'Entente l'occasion qu'elle désire pour y jeter le trouble.

Talaat pacha, au nom de la Turquie, et M. Popov, au nom de la Bulgarie, ont donné ensuite leur approbation aux déclarations de l'Allemagne et de l'Autriche. Puis le général Hoffmann, au nom de la direction suprême de l'armée allemande, a élevé des protestations énergiques contre la propagande révolutionnaire russe parmi les soldats allemands.

Séance plénière du 10 janvier.

Au cours de la séance plénière du 10 janvier, le président de la délégation ukrainienne, M. Holubowitch, a communiqué aux gouvernements des puissances représentées à Brześć une note déclarant que la Rada centrale ukrainienne, par la note universelle N° 3 en date du 20 novembre 1917, a proclamé la République ukrainienne qui aspire à la création d'une Ligne fédérale composée de toutes les républiques qui se sont formées sur le territoire de l'ancien empire russe. Puis, au nom du Secrétariat Général de l'Ukraine, M. Holubowicz fit connaître les conditions de l'Ukraine contenues en 9 points.

En réponse, von Kühlmann a déclaré :

Messieurs, nous avons pris, avec un vif intérêt, connaissance de l'exposé de la délégation ukrainienne, y compris les communications qui nous sont faites. Je propose que la note ukrainienne soit classée dans les archives du Congrès comme un important document historique. Les délégués des puissances alliées, en conformité de leur programme du 26 décembre 1917, saluent les délégués ukrainiens arrivés à Brześć-Litewski et réservent l'attitude à prendre touchant les détails de l'exposé fait par la délégation ukrainienne.

Trotzky fit ensuite la déclaration suivante :

En prenant connaissance de la note du secrétariat général de la République du peuple de l'Ukraine, rendue publique par la délégation ukrainienne, la délégation russe déclare de son côté que complètement d'accord avec le principe de la reconnaissance du droit de chaque nation de disposer de son sort en allant jusqu'à la séparation,

elle ne voit aucun obstacle à la participation de la délégation ukrainienne aux négociations de paix.

La délégation ukrainienne a remercié Trotzky de son attitude.

Satisfaction de la presse allemande.

Tous les journaux allemands expriment en général leur grande satisfaction que MM. Von Kühlmann et le comte Czernin aient adopté une attitude de vainqueurs vis-à-vis de la Russie.

Le *Lokal-Anzeiger*, que nous citerons en exemple, dit :

Le langage énergique de nos délégués ne manqua pas de produire son effet. Ces messieurs russes ne sont donc pas incorrigibles. M. de Kühlmann les a, au sujet de la Pologne, de la Lithuanie, de la Courlande, si catégoriquement rappelés à l'ordre qu'ils durent faire une retraite assez honteuse. Le général Hoffmann, de son côté, protesta de vive façon contre la grossièreté de leur propagande. Les Russes pourront voir combien, là encore, ils vivent dans l'irréal, s'ils croient pouvoir introduire dans l'armée allemande les mœurs russes.

Une délégation lithuanienne (?)

Le bureau letton de Genève apprend qu'une délégation composée de personnalités lithuanienues est partie pour Brześć-Litewski le 10 janvier dernier afin de participer aux pourparlers.

Séance plénière du 12 janvier.

Au début de cette séance qui fut ouverte à onze heures et demie le comte Czernin, qui présidait, a fait au nom des délégations de la Quadruplice la déclaration suivante :

Nous reconnaissons la délégation ukrainienne comme délégation autonome et comme représentation qualifiée de la République du peuple ukrainien. La reconnaissance formelle de la République ukrainienne par la Quadruplice comme Etat indépendant reste réservée pour le traité de paix.

M. Trotzky a demandé alors la parole pour déclarer que la délégation russe ne voit aucun obstacle à la participation indépendante de la délégation du secrétariat général ukrainien aux négociations de paix.

Le représentant de l'Ukraine, M. Holubovitch, a déclaré prendre acte de la déclaration de la Quadruplice, en raison de laquelle sa délégation participera aux négociations.

Les partis polonais

et les négociations de Brześć-Litewski.

A l'initiative d'un des partis activistes modérés ont eu lieu à Varsovie deux réunions des représentants de diverses fractions politiques à l'effet de se prononcer au sujet des pourparlers de paix de Brześć-Litewski, et de prendre position vis-à-vis de l'activité de M. Kucharszewski en cette affaire.

A la première de ces réunions participèrent des représentants de tous les partis, aussi bien des activistes que de ceux que groupe le *Club Politique des Partis*. Toutefois ni le Parti socialiste polonais, ni la Ligue de l'Indépendance, groupes de gauche les plus influents, n'y envoyèrent leurs délégués. Parmi les assistants les Démocrates-nationaux et les Démocrates-chrétiens se bornèrent à déclarer brièvement qu'ils ne se solidarisaient aucunement avec l'action de M. Kucharszewski et en rejetaient toute responsabilité. Les représentants des autres partis, à l'exception des activistes ministériels, demandèrent un délai pour s'entendre avec leurs commettants. En présence de quoi la séance fut levée.

A propos de la deuxième réunion on lit dans la *Nowa Reforma* (Nouvelle Réforme) de Cracovie :

La conférence d'hier des délégués des partis politiques, au sujet de la représentation de la Pologne aux négociations de paix avec la Russie, n'a donné aucun résultat. Le Parti de la Politique réaliste exprime l'avis que l'action des partis est superflue, vu que le gouvernement lui-même a pris l'affaire en mains. Les délégués du parti progressiste, appartenant aussi au *Club des Partis*, se rangèrent à la même opinion, en ajoutant qu'ils ne désiraient encourir aucune responsabilité à l'égard des négociations que conduit « le gouvernement du Conseil de Régence ». L'union des groupes démocratiques de gauche par une déclaration distincte signifia qu'elle s'opposait à ce que le gouvernement polonais conclût des traités secrets quelconques, et proposa que Pilsudski fût désigné comme représentant de la Pologne à la conférence pour la paix. En égard à ces déclarations les autres délégués représentant les partis ministériels reconnurent que l'action des partis n'est plus nécessaire et qu'ils se sentaient tenus à prêter appui aux démarches faites par le gouvernement dans le but de faire admettre des représentants de la Pologne aux négociations de paix.

BULLETIN

• Les maximalistes et l'Armée Polonaise.

On mande de Moscou, le 12 janvier, que sur l'ordre du gouverneur militaire, le soldat Iwanov, le Comité Central des troupes polonaises a été arrêté.

(Cette nouvelle n'est pas très claire. On sait que l'organe central de l'Armée Polonaise en Russie, le *Comité Polonais Militaire Suprême* (Naczelny Polski Komitet Wojskowy), siège non pas à Moscou mais à Pétrograd. Il s'agit donc probablement d'une organisation locale.)

• La Pologne à l'Almanach de Gotha.

Le *Pays* du 13 janvier dernier annonce que la définition de la Pologne dans l'*Almanach de Gotha* de 1918 est « Royaume indépendant (de la Russie) » (sic!).

• Protestation des Peuples martyrs.

Jeudi 17 janvier, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Gaston Doumergue, sénateur et ancien président du Conseil, a eu lieu une grande manifestation en l'honneur des peuples martyrs organisée par le comité *L'Effort de la France et de ses Alliés*.

La Belgique y était représentée par M. le baron Gaiffier, ministre plénipotentiaire; la Serbie, par M. Cvijic, de l'Académie de Serbie; la Roumanie, par Mlle Hélène Vacaresco; la Syrie, par M. Chekri-Ganem; l'Arménie, par M. A. Tchobanian; la Bohême, par M. Edouard Benes et la Pologne, par M. Antoni Potocki, vice-président de l'*Union Nationale Polonaise*. Cette manifestation a obtenu un très grand succès. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

• La Pologne dans la poésie française.

Mlle Halka Ducraïne fera le samedi, 26 janvier, à 3 heures, dans la salle de la Société de Géographie (184, boulevard Saint-Germain), une conférence, sur la *Pologne dans la poésie française*.

Les relations littéraires entre la France et la Pologne datent du grand mouvement de la Renaissance. La poésie reçoit le contre-coup des événements politiques et donne à chaque époque une teinte particulière. L'évolution de leurs rapports est fort intéressante à étudier. Les relations sont froides avec Desportes, le barde irascible du roi Henri; enthousiastes avec Saint-Amant, le poète joyeux de Marie de Gonzague; amicales sous le règne du Roi Soleil et tendres du temps de Marie Leszczyńska. Aux heures tragiques des partages les vers coulent comme des larmes et atteignent à l'apogée du sublime avec les grands poètes de l'époque romantique. Ils sont émus, profonds, fraternels, avec les poètes contemporains.

Le sujet, traité avec l'érudition littéraire qu'il comporte, ouvre des horizons larges et nouveaux à l'exquise sensibilité et au talent impeccable de diction que possède notre jeune compatriote.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Déclaration du ministre Staniszewski à Szczypioro. — Les Allemands ont tiré sur les légionnaires polonais.

Ainsi que nous l'avons annoncé, sous la pression des manifestations de Varsovie, le cabinet de M. Kucharszewski s'intéressa plus vivement à l'affaire des légionnaires internés à Szczypioro où se rendit le ministre Staniszewski. Le *Naprzód* (En avant) de Cracovie, nous apporte aujourd'hui le texte de l'allocution que M. Staniszewski adressa alors aux légionnaires. La voici :

« Le Conseil de Régence vous transmet ses salutations, vous remercie de vos services exemplaires rendus à la patrie et vous encourage à la persévérance. Le *pays tout entier* est en ce moment un vaste camp de prisonniers, entouré de fils de fer barbelés, — tout le pays, sans en excepter le Conseil de Régence. Szczypioro n'est uniquement que le couronnement de tout cela.

Le Conseil de Régence fera tout son possible pour que votre affaire soit favorablement réglée. Le Conseil de Régence ne peut cependant pas vous demander de retourner à l'armée, car nous n'avons pas d'armée polonaise. »

Malgré l'impossibilité de résoudre la question des internés dans toute sa complexité, le cabinet de M. Kucharszewski acceptant cette demi-solution pour des considérations humanitaires, consentit à ce que les internés de Szczypioro fussent transférés à Lomza où ces jeunes gens devaient avoir de meilleures conditions d'existence.

Les internés furent transportés à Lomza en deux convois sous la garde des Allemands. Pour empêcher toute évasion, le long de la voie ferrée, tous les 500 mètres on avait établi de petits postes militaires, à qui l'on avait ordonné de faire feu sur tout fuyard. Malgré ces me-

sures dont on avait prévu les déportés, ceux-ci réduits au désespoir par le traitement dont ils étaient l'objet dans les camps, avaient résolu de s'enfuir. Environ quatre-vingts légionnaires — à ce que rapportent les journaux — mirent ce projet à exécution, mais quelques-uns payèrent de leur vie cette audace : trois d'entre eux tombèrent sous les balles allemandes, un quatrième sauta si malheureusement du train en marche qu'il se tua sur le coup.

— Le Conseil de Régence ne croit pas pouvoir appeler les légionnaires polonais internés à rentrer dans les rangs.

Le sort des malheureux légionnaires qui ont refusé de prêter serment à la fraternité d'armes avec les Empires centraux et, à la suite de ce refus, ont été internés à Szczypioro et Benjaminów intéresse vivement toute la nation polonaise, d'autant plus que les autorités allemandes font subir à ces militaires de nombreuses vexations et exercent contre eux des répressions sévères. Nous avions dernièrement annoncé que l'ordre donné aux internés de coudre sur leurs vêtements des numéros comme ceux que doivent porter les prisonniers de guerre provoqua à Szczypioro une grève par la faim. Cet incident ne laissa pas d'émouvoir profondément la population qui profita de la nomination récente du ministre polonais pour demander avec insistance à ce dernier de vouloir bien prendre énergiquement en mains la cause de leurs jeunes compatriotes. On en vint même, comme nous l'avons rapporté, à des manifestations sanglantes dans les rues de Varsovie, manifestations organisées par les ouvriers et les étudiants qui exigèrent l'élargissement de Pilsudski et des légionnaires.

Cette attitude décidée du public détermina le nouveau ministère à s'occuper de cette affaire, et celui-ci délégua M. Staniszewski, un de ses membres, qui se rendit à Szczypioro. Le *Naprzód* (En avant) de Cracovie, en rendant compte de cette visite, nous apprend que M. Staniszewski adressa la parole aux internés assemblés et, au nom du Conseil de Régence, leur promit qu'on ne négligerait aucune démarche, même allant aussi loin que possible, afin de mettre un terme à la situation actuelle des soldats polonais ! De plus, dès à présent seront apportées à leur sort les modifications suivantes :

1° Le transfert projeté de Szczypioro à Lomza a pour but d'améliorer le bien-être des internés. Les bruits qui courent au sujet de bataillons ouvriers à Lomza sont sans fondement ; il n'y aura là que des ateliers où seront admis ceux qui désireront pratiquer un métier. Dès leur arrivée à Lomza les internés seront placés sous la protection permanente du gouvernement polonais.

2° Les internés pourront découdre leurs numéros aussitôt après avoir quitté le camp de Szczypioro.

3° Les malades et les mineurs seront libérés par fractions.

4° Quant aux enrôlements dans l'armée polonaise, le Conseil de Régence est d'avis de n'entraver en rien les individus qui montreront quelque désir en ce sens — toutefois le Conseil de Régence ne peut pour le moment inviter tout le camp à s'enrôler, et doit observer cette réserve aussi longtemps que ne sera pas réglée la question des rapports de l'armée polonaise avec le gouvernement polonais.

— Les autorités allemandes à Varsovie, prenant parti pour les accapareurs, arrêtent un juge d'instruction polonais.

Depuis quelques jours la plus vive indignation règne à Varsovie, à cause de l'arrestation de M. Rosinski, juge d'instruction. Ce magistrat avait dernièrement exercé des poursuites contre six spéculateurs qui, tout achat de blé étant interdit aux particuliers par les autorités allemandes, avaient néanmoins effectué des achats en masse. Au cours de l'enquête, les inculpés alléguèrent à leur décharge l'autorisation de l'état-major allemand. Le juge d'instruction, vu l'interdiction prononcée, ne pouvait considérer les pièces que lui présentaient les spéculateurs que comme des documents falsifiés et il ordonna d'enfermer ces individus en prison préventive. Cependant les autorités militaires qui, semble-t-il, avaient dû délivrer les documents en question, donnèrent inopinément l'ordre de mettre en liberté les accusés, et, par contre, d'emprisonner M. Rosinski.

Cette affaire a produit une grande surexcitation dans le public, et M. Bukowiecki, ministre de la justice, l'a soumise au Conseil des ministres, menaçant de donner sa démission en présence de cet attentat contre l'autonomie de la justice polonaise. En attendant, à ce que rapportent les journaux de Cracovie, les autorités militaires ont cité devant la cour martiale M. Rosinski qui toutefois a refusé d'y comparaître. On ignore aussi quelle a été la sentence rendue par contumace.

— L'affaire de l'arrestation d'un juge à Varsovie revêt le caractère d'un conflit fort grave.

La *Nowa Reforma* (Nouvelle Réforme), de Cracovie, rapporte de nouveaux détails relatifs à l'arrestation de M. Rosinski, juge d'instruction, qui vient de provoquer un vif conflit entre les autorités allemandes d'occupation et le ministère polonais. Comme nous l'avons annoncé hier,

M. Rosinski fut arrêté pour avoir fait mettre en prison préventive cinq (et non six, comme nous l'avons dit d'après les premières informations) accapareurs qui, alléguant une autorisation écrite de l'état-major allemand, avaient fait d'énormes achats de blé pour l'intendance allemande, et cela à l'encontre des prescriptions officielles prohibant ce genre de transactions. Les autorités allemandes exigèrent de M. Bukowiecki, ministre de la justice, l'élargissement immédiat des inculpés. La justice polonaise n'ayant pas donné suite à cette injonction des autorités allemandes, celles-ci relâchèrent elles-mêmes les individus en question. En même temps elles incriminèrent M. Rosinski de haute trahison, crime qu'il aurait commis en présence de ces mêmes accapareurs en s'exprimant injurieusement sur le compte des autorités d'occupation et les accusant de vénalité et de protection d'abus.

M. Rosinski arrêté, fut ensuite mis en liberté, mais on emprisonna comme otages la mère et la sœur de ce magistrat.

Le ministère polonais protesta énergiquement et fermement contre ces procédés des autorités allemandes et à ce propos affirma que le maintien des mesures prises par ces autorités créerait des conditions rendant impossible toute coopération avec les autorités allemandes dans le rétablissement des institutions d'Etat polonaises. Cet état de choses forcerait le ministère polonais à donner sa démission.

— Echos de l'affaire du juge Rosinski.

Les journaux varsoviens rapportent que, sous le coup de l'indignation provoquée dans le public par l'affaire Rosinski, et à la suite de l'intervention du prince Lubomirski, membre du Conseil de Régence, les autorités d'occupation ont jugé urgent de donner quelque satisfaction à l'opinion surexcitée. Au nom de ces autorités, M. le comte Lerchenfeld, commissaire du gouvernement allemand auprès de l'ancien Conseil d'Etat provisoire, s'est rendu chez M. Rosinski pour lui faire des excuses au sujet des désagréments auxquels ce dernier avait été en butte. La plainte en haute trahison de laquelle M. Rosinski avait à répondre devant la cour martiale a été retirée. D'autre part on ignore où en est l'affaire des cinq accapareurs de blé que M. Rosinski avait fait arrêter et que les autorités allemandes ont fait élargir.

PEINTURE POLONAISE

Nous éditons cette année, à la place de *Polonia-Noël* traditionnel, une œuvre plus considérable. Nous avons voulu faire connaître l'art polonais au public français et, dans ce but, avec le concours de l'Imprimerie d'Art I. Lapina, nous avons exécuté une série de cinquante magnifiques reproductions, en couleurs, fac-similé des meilleures œuvres des peintres contemporains polonais. Chaque reproduction est accompagnée d'une description et d'une étude critique sur son auteur (en français et en polonais), dues à la plume de T. Jaroszyński, écrivain polonais bien connu, mort en 1917.

Nous espérons que notre collection trouvera le meilleur accueil parmi nos abonnés et amis. La *Peinture polonaise* est le meilleur moyen de propagande. On peut en voir les spécimens dans nos bureaux (de 3 à 6 heures de l'après-midi).

Le prix de la collection en album est de **110 francs**. Nous fournissons la *Peinture Polonaise*, sous certaines garanties, contre paiement mensuel. On peut aussi se procurer des planches séparées à 2 francs chaque. En province on n'expédie pas au-dessous de cinq exemplaires (Port: 2 fr.).

A partir du 1^{er} janvier 1918, le prix d'abonnement de POLONIA sera :

En France :

20 francs par an.

10 » 6 mois.

5 » 3 mois.

A l'étranger :

22 francs par an.

REVUE DE LA PRESSE

— Sous le titre : « *Un rempart à refaire* », notre compatriote, M. LÉON BRUNE écrit dans l'*Intransigeant* du 27 décembre dernier :

La défaillance russe livre le monde slave, pieds et poings liés, au germanisme triomphant.

C'est la mort dans l'âme que l'Allemagne, avant la guerre, voyait poindre et grandir à l'est le « péril » slave. Ce « péril » est en train de s'évanouir complètement à Brześć-Litewski. Et le flot germanique, allègrement, débordé des dignes ethniques, suivant sa route vers l'Est, le *Drang nach Osten*.

Or, une question d'une extrême gravité se pose. Faut-il laisser à la défaillante Russie et à l'impérialiste Allemagne le soin de régler entre elles l'avenir du monde slave, ou bien, au contraire, faut-il songer, d'ores et déjà, à refaire le rempart momentanément rompu ?

M. Lloyd George, dans son dernier discours, semble pencher vers la première solution. Mais, à notre avis, c'est la seconde, au contraire, qui s'impose aux Alliés ; et voici pourquoi.

Tout esprit belliqueux se nourrit de conquêtes. Tant que l'Allemagne aura à l'est des voisins destinés à lui servir de pâture, tant qu'elle pourra traiter les pays slaves comme un *no man's land*, il sera vain de songer à une paix durable, au désarmement général, et à la Société des Nations.

Il y aura toujours, au centre de l'Europe, une formidable machine de guerre.

Si, au contraire, à la place de la Russie, affaiblie pour longtemps et oscillante entre l'anarchie et le knout, se dresse un rempart bâti d'éléments plus solides, on verra l'humeur guerrière allemande s'atténuer à l'Est comme elle est en train de s'atténuer à l'Occident devant le roc anglo-latin.

Obligé de respecter ses voisins — tous ses voisins — le Germain reniera le glaive et cherchera, peut-être, sa place dans un travail paisible.

Or, les seuls éléments capables de former ce rempart sont les Slaves de l'Ouest et du Sud, les Polonais, les Tchèques et les Serbes, seuls Slaves de race pure, auxquels se rattachent les branches ruthène, slovène et slovaque, en tout 80 millions d'hommes conscients de leurs forces.

C'est à la Pologne qu'il incombe de former — ou plutôt de refaire — ce faisceau de résistance, ce noyau de la future confédération slave. Admirablement doué, trempé dans la lutte séculaire pour l'indépendance, fidèle à ses grandes traditions, le peuple polonais, avec l'appui des Alliés, saura rétablir l'union cinq fois séculaire et librement consentie entre la Lithuanie et l'Ukraine.

Tout mouvement de renaissance slave va converger désormais vers la Pologne. Laisser les Allemands maîtres de la Vistule, traiter la Pologne comme une dépendance de la Russie bolchévique après l'avoir longtemps traitée comme un appendice de la Russie tsarienne, c'eût été saper à la base toute régénération slave et renier à l'avance tout rempart efficace contre le germanisme guerrier.

Qu'on ne se trompe pas : c'est par Varsovie asservie que passent les grandes routes de Moscou, de Constantinople, de Pékin, de Téhéran et de Calcutta, pour aboutir à Berlin, « capitale du monde ».

— La *Gazette de Lausanne* du 28 décembre dernier écrit à propos des négociations de paix et de la Pologne :

Les journaux allemands constatent que la visite à Berlin de M. Kucharzewski a valu à la Pologne certaines concessions en ce qui touche la discussion des intérêts polonais à la prochaine conférence de la paix. Ces concessions ne sont toutefois connues ni dans leur nature, ni dans leur étendue, mais il suffit qu'il en soit question pour provoquer les alarmes des journaux conservateurs et bourgeois. La Pologne, disent-ils, n'est pas un belligérant ; elle ne doit par conséquent pas paraître aux négociations qui ont pour but la conclusion de la paix entre belligérants. Elle n'a aucune revendication à faire valoir et doit se tenir pour satisfaite de la forme d'existence qu'elle a reçue des deux puissances occupantes. La pangermaniste *Post* affecte de « redouter qu'une action particulière de la Pologne, qui ne serait naturellement inspirée que par les intérêts polonais, ne rende très difficile une réconciliation de la Russie et de l'Allemagne ».

La Pologne ne devrait-elle pas être comptée au nombre des belligérants ? L'Etat, à vrai dire incomplet, constitué par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie couvre le territoire du Royaume du congrès de Vienne. Ce territoire était incorporé à la Russie depuis la suppression de la Constitution. Des troupes polonaises ont combattu dans l'armée russe pour la Russie. L'Allemagne traite avec la Russie qui a détaché de soi la Pologne, vaincue en même temps qu'elle. La Pologne qui a été partie belligérante de la Russie n'a pas perdu cette qualité du fait de sa séparation et de la défaite qu'elle a subie avec et par la faute de la Russie. En excluant la Pologne des négociations de paix, l'Allemagne fait-elle autre chose que d'user ici encore du droit du plus fort, sans égard au droit ?

Quant à la crainte que la Pologne ne soit un obstacle à la réconciliation de la Russie et de l'Allemagne, elle sera plus que justifiée aussi longtemps que la Pologne ne jouira pas des pleins droits d'un Etat souverain ; réduite par l'Allemagne à une condition de vassalité, elle sera tentée d'en appeler à la solidarité slave pour obtenir son complet affranchissement.

— M. JACQUES VERTON publie dans *Le Pays* du 6 janvier un article très intéressant, bien conçu, et bien documenté. Il est intitulé *L'Armée Polonaise en Russie*. Nous en reproduisons la plus grande partie, persuadés que nos lecteurs le liront avec plaisir.

M. Jacques Verton commence par conseiller aux Alliés d'entrer en contact avec les éléments de l'ordre qui subsistent encore en Russie.

Parmi ces éléments, — écrit-il — les Polonais occupent une place particulière. Ce sont eux qui, dans la crise économique que traversent depuis la guerre les territoires de l'ancien empire russe, ont fait preuve de plus grandes qualités d'initiative et d'organisation, bien que de toutes les populations prises par la tourmente, ils se fussent trouvés dans les conditions les plus difficiles.

L'œuvre accomplie dans le domaine du ravitaillement et de l'assistance, avec des moyens souvent très faibles, par les différents comités et groupements polonais, tant en Pologne, avant et après l'invasion, qu'en Russie, parmi le million de réfugiés polonais, est tout à fait remarquable.

Ce sont, d'autre part, les éléments polonais de l'armée russe qui se sont montrés les plus réfractaires à la contagion du mal bolchevik.

Lorsque le gouvernement provisoire, présidé par le prince Lvov, eut proclamé l'indépendance de la Pologne, il se produisit parmi les soldats et officiers russes d'origine polonaise un mouvement quasi élémentaire pour la constitution d'une armée polonaise distincte. Ces hommes et ces grades ne demandaient pas mieux que de continuer à se battre contre l'envahisseur boche, mais ils voulaient le faire ouvertement, comme libres citoyens polonais, et non, dissimulés derrière le drapeau à l'aigle bicéphale, comme s'ils étaient encore sujets russes.

Malgré l'opposition de M. Kerensky, poussé par le fameux M. Lednicki, adversaire déterminé de toute armée polonaise en pays alliés, mais soutenus par plusieurs généraux dont Broussilov et Kornilov, ils finirent par avoir gain de cause. Au moment du coup d'Etat bolchevik, il existait déjà dans la région de Minsk et de Mohylow, en Russie blanche, un corps d'armée polonais, à trois divisions entièrement formé et un deuxième en voie de formation. Or, ce qui caractérise ces troupes, c'est que de toutes les troupes de Russie, elles sont les seules qui ne possèdent point de *soviets*. L'officier y est obéi et respecté, et si la discipline barbare de l'armée des tsars y a été abolie, elle n'a point été remplacée par le règlement révolutionnaire sur les droits du soldat : d'un commun accord, officiers et soldats ont préféré lui substituer les règlements en vigueur dans l'armée française.

Ce sont encore les Polonais qui par leur conduite au cours de toute la campagne se sont acquis une réputation de bravoure quasi légendaire, qui leur a valu d'être considérés comme les meilleures troupes de l'armée russe par tous les généralissimes, depuis le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch jusqu'au général Kornilov, en passant par le général Broussilov et M. Kerensky.

Par leurs qualités morales et militaires, les Polonais occupent donc une place de premier plan parmi les facteurs susceptibles de reprendre la lutte sur le front oriental. Ils l'occupent également par leur nombre. L'arrivée au pouvoir des bolcheviks n'a pas arrêté l'organisation de l'armée polonaise. Si elle continue à se poursuivre normalement, cette armée englobera prochainement tous les Polonais servant en Russie, soit 700.000 hommes. Seuls, les Ukrainiens pourraient fournir un contingent plus nombreux, mais en revanche, en partie ravagé par le *bolchévisme*.

L'élément polonais est, enfin, celui qui, par la situation géographique et politique de son pays, par ses traditions historiques, par ses sympathies personnelles, se trouve en antagonisme le plus direct avec l'Allemagne en général et la Prusse en particulier. La Prusse s'est élevée sur les ruines de la Pologne, ce n'est donc qu'en abattant le militarisme prussien que la Pologne pourrait être restaurée *entièrement, intégralement*. Les Polonais auraient donc tout intérêt à s'associer aux alliés pour vaincre la Prusse-Allemagne. Mais ils ne l'auraient qu'à condition d'avoir des assurances et des garanties formelles, qu'une telle restauration serait vraiment le résultat de cette victoire. Dans le cas contraire, leur intérêt serait plutôt, d'après certains d'entre eux, de garder une attitude de neutralité expectante, ou, peut-être, d'après d'autres, de se prêter à un compromis avec les Austro-Allemands que ceux-ci ne cessent de leur suggérer, et qui aboutirait nécessairement à une *alliance militaire* de la Pologne avec les empires centraux. Le projet d'une telle alliance n'est pas aussi abandonné que se l'imagine un journal du matin. La preuve en est qu'il a l'appui du ministère polonais récemment constitué à Varsovie. Le chef de ce cabinet, M. Kucharzewski, a déclaré *officiellement* le 20 novembre dernier qu'il était un « *activiste* » conséquent, c'est-à-dire

partisan de la politique qui préconise une collaboration *active* des Polonais avec les deux empires.

La possibilité ou l'impossibilité pour les Austro-Allemands de peser de toute leur puissance militaire sur le front occidental ne dépend pas seulement dans une large mesure des troupes polonaises en Russie. Elle dépend dans une mesure bien plus large encore de la résistance qu'opposent aux suggestions des Austro-Allemands et de leurs amis les « *activistes* » les Polonais de Pologne. Les Alliés ont-ils fait tout le nécessaire pour que cette résistance ne fléchisse pas ?

— *L'Homme Libre* publie en tête de son numéro du 8 janvier, un article de M. G. D'OSTOYA intitulé *Une Armée Polonaise en France*, dont nous extrayons les passages suivants :

L'Histoire dira un jour combien lourde et ardue fut la tâche des organisateurs de cette force nationale et autonome, la première depuis 1815.

N'ayant pas d'armées modernes, l'Angleterre, l'Amérique en créèrent. Mais ces nations possèdent des bases, un territoire national, des capitaux, des industries, des écoles pour constituer les cadres et des moyens matériels et moraux de toutes sortes.

Pour former l'armée polonaise, rien de tout cela ! Un matériel humain, seul, et encore les hommes sont-ils dispersés sous les drapeaux de plusieurs nations ! Combien de choses fallait-il préparer, mettre au point, avant de lancer un appel aux volontaires ? Il a fallu accomplir une besogne méticuleuse d'état-major, organiser, coordonner les moindres rouages d'une machine compliquée.

Puis, il a fallu tenir compte d'un état de choses pénible mais réel. Secondé par le machiavélisme tsariste, le Temps impie jetait dans l'oubli le nom même de la Pologne. Il fallait donc exhumer les sympathies, refaire l'éducation historique et géographique des Français, leur faire comprendre qu'entre la Baltique et les Carpathes il n'y a ni Russes, ni Allemands, ni Autrichiens, mais seulement des Polonais.

Mais voici que leurs efforts se couronnent de succès ; de tous les coins du monde, les volontaires affluent de plus en plus nombreux : des Etats-Unis, du Brésil, d'Italie, de Russie, ils accourent se ranger sous les plis du drapeau ancestral ; des bataillons exercés surgissent en France, des milliers de recrues s'instruisent dans les camps du Canada ! Cette armée ne pourra certes pas compter ses soldats par millions, car, dès le début de la guerre, l'effort de la Pologne fut grand (elle avait mobilisé un homme sur quatre), mais, d'après les données officielles les moins optimistes le chiffre de ses effectifs atteindra, à peu de choses près, celui de l'armée belge. On conçoit que nous ne donnions pas d'autres précisions.

Mais, dira-t-on, quel peut être le moral de cette armée nouvelle ?

Il suffit, pour s'en faire une idée, de lire les lettres qui nous arrivent d'Amérique ; elles expriment toutes la haine de l'Allemand et la volonté de se battre pour la sainte cause des aïeux. Quant aux vœux collectifs des prisonniers de guerre, originaires de la Pologne allemande, qui demandent à s'engager et qui, de leurs maigres deniers, versèrent 50.000 francs pour l'avant-dernier emprunt français, nous ne les citons que pour mémoire.

Mais, comme toute entreprise humaine, celle-ci possède aussi ses adversaires. Ces hommes, fatigués par le long silence des Alliés, par la lutte à peine qui se prolonge, aveuglés par les mensonges allemands, se contenteraient volontiers d'un petit royaume d'Yvetot, vassal de l'Allemagne. Remuants quoique peu nombreux, ils multiplient leurs criailleries, leur campagne revêt les formes les plus variées et voici quels sont leurs arguments favoris : « La Pologne doit rester neutre, l'Armée polonaise est l'expression d'un seul parti, qui prépare une armée de mercenaires. »

A leurs fallacieux arguments, nous répondrons : la France ne connaît aucun parti polonais et elle n'en a cure ! La France de la Marne et de Verdun, la France des Clemenceau ne connaît qu'un seul parti Polonais : la Pologne.

La France clairvoyante, qui sait l'avenir splendide réservé au grand peuple frère, veut réparer les erreurs passées.

La France, future alliée de la Pologne libre, unie et grande, la France qui, depuis trois ans, lutte contre la barbarie, tient à voir à ses côtés une armée polonaise.

Cette jeune armée, œuvre de la France, est le symbole d'une Patrie indépendante. L'armée polonaise se battra demain pour la Pologne, au même titre que les Belges, les Serbes, les Roumains se battent pour la Belgique, la Serbie, la Roumanie.

Massage médical et chirurgical. Ecrire à M^{lle} M. S. à l'Administration de *Polonia*.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 5 fr.

PÓŁROCZNIE..... 10 fr.

ROCZNIE..... 20 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 22 fr.

TELEFON:

TRUDAINÉ 61.42

POLOANIA

PISMO TYGODNIOWE POLSKIE

WYCHODZI CO SOBOTE

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 5 fr.

SIX MOIS..... 10 fr.

UN AN..... 20 fr.

Etranger:

UN AN..... 22 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINÉ 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

DONIOSŁE SŁOWA BALFOUR'A O POLSCIE

Stwierdzamy z radością, że po długim milczeniu Aljantów w sprawie polskiej, w ostatnim czasie tydzień prawie każdy przyniósł nowe wypowiedzenie się w tej kwestji kierowniczego męża stanu tego czy innego państwa sprzymierzonego. Obecnie należy nam zanotować słowa angielskiego sekretarza stanu dla spraw zagranicznych, Balfour'a.

Czytelnicy przypomną sobie, że niedawno wskazaliśmy na tym miejscu na Balfour'a, jako na jednego z tych sterników politycznych Wielkiej Brytanji, którzy rozumieją istotę sprawy polskiej i uświadamiają sobie dobrze, że bezpośredni interes mocarstw zachodnich, że równowaga europejska wymaga nie ciasnego, nie kompromisowego na modłę austriacką przykrojonego, lecz, przeciwnie, szerokiego, czysto *entente*'owego, a zarazem czysto polskiego rozwiązania sprawy polskiej. Że mieliśmy słusność, tego dowodem sposób, w jaki się angielski sekretarz stanu dla spraw zagranicznych wyraził o Polsce w mowie, którą wygłosił dnia 10 b. m. na meetingu w Edynburgu. Oto dosłowne brzmienie odnośnego ustępu mowy:

« W tej chwili pcha się młodzież niemiecką na rzeź. Przemysł niemiecki jest zagrożony we wszystkich częściach świata. Finanse Niemiec są zachwiane, długi niemieckie rosną. I wiemy że dzieje się to, ażeby nie dopuścić do naprawy zła, popełnionego przez Niemcy w roku 1871, — ażeby zapobiedz przywróceniu Belgji położenia, w którym ciemność zastała ją w chwili, gdy przekraczał gwałtem jej granice, — ażeby przeciwstawić się dokończeniu wielkiego dzieła włoskiego zjednoczenia, — ażeby zapobiedz temu, by naprawionym zostało inne wielkie zło, popełnione nie w r. 1871, lecz w roku 1772 przez poprzednika obecnego cesarza niemieckiego, wielkie zło podziału Polski. »

Doniosłość wypowiedzenia się Balfour'a o Polsce polega na dwóch momentach. Po pierwsze — na postawieniu sprawy polskiej w jednym szeregu z najważniejszymi zagadnieniami politycznymi Aljantów, a mianowicie z kwestjami Alzacji i Lotaryngji, Belgji oraz aspiracji włoskich, powtórę — na wskazaniu na Polskę z roku 1772, a więc na Polskę dużą, silną, mocarstwową. I w rzeczy samej tylko Polska mocarstwowa, tylko Polska z ujściem Wisły i oparciem o morze zdolna będzie spełnić swoją rolę dziejową wału, zasłaniającego wschodnią Europę od nawały germańskiej, a tym samym będącego ostoją równowagi politycznej, ekonomicznej i militarnej całej Europy.

NOWINY Z ZIEM POLSKICH

— Litwa czy Galicja?

Kurier Codzienny (Kraków) z dnia 23 grudnia zamieścił poniższą, sensacyjną wiadomość:

Donoszą nam z Warszawy:

« W tutejszych kołach politycznych krąży pogłoska o nowej koncepcji niemieckiej co do rozwiązania sprawy polskiej. Mianowicie proponują Niemcy rządowi polskiemu albo przyłączenie do Królestwa ziem litewskich, albo Galicji. »

Znaczy to, że Niemcy dają p. Kucharzewskiemu do wyboru: albo zbliżenie się do Niemiec, albo do Austrii.

— Rada Regencyjna w Wiedniu.

Dnia 10 stycznia dwór wiedeński przyjmował z wielkimi honorami polską Radę Regencyjną, złożoną z ks. Lubomirskiego, arc. Kakowskiego i hr. Ostrowskiego. Ks. Lubomirski wygłosił do cesarza Karola mowę o wiele mniej kompromitującą niż ta, którą powiedział do Wielhelma w Berlinie. Podamy wszystkie te mowy w następnym numerze, kiedy otrzymamy pisma z kraju.

— Sfałszowany interwiew.

W zeszłym numerze *Polonii* podaliśmy na tym miejscu interwiew p. Kucharzewskiego ze współpracownikiem *Vossische Ztg.* (numer z d. 25 grudnia). Otóż komunikat *Polskiego Biura Prasowego* w Bernie z dnia 5 stycznia r. b. twierdzi, że P. B. P. « jest upoważnione » do oświadczenia, że premier Kucharzewski nie rozmawiał w Berlinie z żadnym dziennikarzem i że wywiad umieszczony w *Vossische Ztg.* jest « *inventé de toutes pièces* ».

— Rząd polski a rokowania pokojowe.

Podajemy poniżej garść informacji, objaśniających stanowisko rządu polskiego względem rokowań pokojowych, odbywających się w Brześciu Litewskim.

Warszawskie biuro prasowe przy departamencie spraw politycznych komunikuje:

W dniu 18 b. m. prezes ministrów Kucharzewski zwrócił się w drodze urzędowej do J. E. kanclerza Rzeszy niemieckiej i J. E. c. i k. austro-węgierskiego ministra spraw zagranicznych z propozycją dopuszczenia do rokowań pokojowych z Rosją przedstawicielstwa rządu Królestwa Polskiego.

Naprzód z dnia 23 grudnia pisze:

Z Warszawy donoszą do *N. Reformy*, iż pod Łowiczem do pociągu, którym jechał w drodze do Brześcia niemiecki minister spraw zagr. Kühlmann, wsiadł premier Kucharzewski i konferował z nim przez całą drogę ku Warszawie. Na dworcu warszawskim oczekiwał na Kühlmanna gen.-gub. Beseler, który tamże przyłączył się do konferencji.

P. Kucharzewskiemu towarzyszył w drodze niemiecki *attaché* poselstwa, ks. Ottingen.

Jak donosi telegram « *Biura Koresp.* », premier Kucharzewski, na zaproszenie kanclerza, przybył do Berlina dnia 22 grudnia przed południem w towarzystwie kierownika departamentu politycznego, hr. Rostworowskiego, i zastępcy sekretarza skarbu, Wieniawskiego.

Kurier Warszawski z dnia 3 stycznia donosi:

Bez względu na to, jaki obrót weźmie sprawa rokowań o pokój na wschodzie, przygotowania ze strony rządu Królestwa Polskiego do udziału w układach już się rozpoczęły. — Oprócz reprezentantów rządu, w delegacji pokojowej wzięłyby udział szereg rzeczoznawców do poszczególnych spraw: narodowościowej, gospodarczej, terytorjalnej, powrotu wychodźców itd.

(Jak wiemy, Polska nie została dopuszczona do rokowań pokojowych. Z drugiej strony jednak delegaci państw centralnych układają się z Ukraińcami, wykazując przez to całą swoją obłudę i podwójną grę względem Polski).

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ WE FRANCJI

Niemieckie niepokoje.

Kurier Poznański z dnia 25 listopada r. z. przytacza bez komentarza artykuł Hansa von Eckharda, który ukazał się w organie pangermanistycznym Naumanna, *Mittel Europa*, p. t. « Armja polska po tej i po tamtej stronie ».

Artykuł ten brzmi w tłumaczeniu jak następuje:

Wychodzące w Moskwie pismo *Russkoje Slowo* z dnia 3 października donosi z Paryża:

« Delegaci polscy, za przyczyną rządu francuskiego wysłani do Brazylii i Stanów Zjednoczonych Ameryki Północnej, doznali uprzejmego przyjęcia w tych państwach. W Stanach Zjednoczonych doszło do skutku porozumienie wszystkich partji polskich na podstawie programu francuskiego, dążącego do utworzenia autonomicznej Armji polskiej. Na wiecu polskim, który odbył się w Chicago, zgromadzeni Polacy w imieniu 400.000 ziomków swoich wyrazili wdzięczność swą prezydentowi Poincaré, mu. Rozpoczęło się powoływanie Polaków pod broń. Poważna liczba Polaków kazała się już zapisać do tworzącej się armji, która we Francji, po stronie sprzymierzonych, ma walczyć o tryumf prawa celem wymuszenia niezawisłości dla Polski. Na zebraniu w Rio-de-Janeiro powzięto rezolucję, oświadczającą, że uczestnictwo w organizacji Armji polskiej jest obowiązkiem każdego Polaka. W północnej i południowej Ameryce towarzyszą ruchowi polskiemu manifestacje na cześć Francji. »

W sprawie utworzenia Armji polskiej we Francji zamieszcza angielska gazeta *Times*, w numerze z dnia 9 października, dwa obszernie artykuły. Pismo to wywodzi, oczywiście urzędowo:

« Cieszy nas wiadomość nadeszła z Waszyngtonu, że rząd Stanów Zjednoczonych zezwolił na ustanowienie Armji polskiej mającej we Francji walczyć za Polskę. W czerwcu r. b. wydał rząd francuski rozporządzenie o utworzeniu Armji polskiej na czas wojny, która pod rozkazami najwyższego francuskiego kierownictwa wojskowego, walczyłaby pod sztandarami polskimi. Armja ta miała się składać z Polaków znajdujących się wtedy w wojsku francuskim, których mieli wzmocnić Polacy z innych państw. Znaczne postępy poczyniono już w organizacji i uzbrojeniu sił obojętnych w ten sposób uformowanych. W Stanach Zjednoczonych, kilka tysięcy Polaków zapisało się dobrowolnie na listy rekrutów. »

« Teraz, gdy ta organizacja Armji polskiej została zatwierdzoną przez deklarację urzędową, spodziewać się można, że odpowiedź na przejmującą odezwę Paderewskiego, jako przewodniczącego polskiego *Wydziału Narodowego*, wypadnie jaknajdonioślej i to nie tylko w Stanach Zjednoczonych, lecz także w Ameryce Południowej i wszędzie gdzie znajdują się Polacy. Wśród Polaków zamieszkujących na obszarach brytyjskich, gorliwość w służeniu ojczyźnie i sprawie sprzymierzonych, od tryumfu których zjednoczenie i odbudowa Polski zależy, nie będzie z pewnością mniejszą, niż w Stanach Zjednoczonych. Ponieważ urzędowe uznanie inicjatywy polskiej podniecać może jej gotowość, jesteśmy pewni, że nie będzie ono powściągliwe. Sympatjami względem Polski odznaczaliśmy się zawsze. Datki, składane dla złagodzenia niedoli wojennej w Polsce przez miłośców bliźniego dowodzą, że nie były one tylko platoniczne. Nadto orzeczenia odpowiedzialnych

brityjskich mężów stanu od samego początku wojny pokazywały wyraźnie, że zjednoczenie i odbudowę Polski uważamy za rzecz nieodzowną dla trwałego wznowienia Europy. Nie potrzeba teraz koniecznie mówić o zmiennych stadiach, jakie sprawa polska przeżyła od czasów wybuchu wojny, ani o różnicach w zapatrywaniach poszczególnych partji polskich. Odezwa sprzymierzonych do Polaków dowodzi tylko o gotowości tychże, o ile to tylko jest w ich mocy, do walki za ojczyznę i za sprawę sprzymierzonych.

« Zaden mąż stanu sprzymierzonych nie wyraził położenia Polski dobitniej i w sposób bardziej przekonujący, niż były ambasador niemiecki w Londynie, ks. Lichnowsky, który pisał w początku września w gazecie *Berliner Tageblatt*: « Prusy powstały wskutek upadku Polski. Prusy Książęce były niegdyś ziemią polską. Już te fakty powinny chronić od iluzji, jakoby polska myśl państwowa zgodna być mogła z prusko-niemiecką myślą państwową* (*Berliner Tageblatt* z dn. 2 września, wydanie poranne). Celem ks. Lichnowsky'ego było powstrzymać mocarstwa centralne od dalszego kocietowania myśli rozwiązania sprawy polskiej w sposób dla Polaków dogodny. Już to otwarte wyznaczenie powinno posłużyć sprzymierzonym jako upomnienie, że przy wykonaniu ich najznamienitszego zadania — przy zniszczeniu pruskiego militarysty i tego wszystkiego co on w sobie zawiera — tryumf « polskich idei politycznych » jednolici i wolności, powinien stać się czynnikiem koniecznym ».

Na innym miejscu tego samego numeru, *Times* zamieszcza wyżej wspomnianą odezwę Ignacego Paderewskiego, poprzedzoną urzędowym oświadczeniem amerykańskiego departamentu wojny.

Te całą akcję czwórporozumienia w imię Polski, zwłaszcza sprawę zbratania się francusko-polskiego, przy pomocy dalszego, autentycznego materiału, poruszymy jeszcze szczegółowo. Czórporozumienie używa w walce przeciw nam wszelkiej broni, a teraz posługuje się Polską, jako głównym środkiem agitacyjnym, celem zyskania zwolenników dla sprawy Francji i walki przeciw nam. Znajduje ono przytem we wszystkich kołach polskich zagranicą idące poparcie, napotyka nawet bezpośrednio na entuzjazm. Rzecz ma się tak, jakoby Polacy poświęcali czwórporozumieniu wszystkie swe siły, cały swój patos.

Nadto, ponieważ z Królestwa samego na wszystkie te dążenia nie nadchodzi żadna odpowiedź, którą możnaby uważać za jasną i wyraźną odmowę, przeto Polacy zagranicą mogą sądzić, że nie tylko Klub polski w Galicji, lecz także czynniki miarodajne w kraju przyglądają się nie bez zainteresowania temu brataniu się z czwórporozumieniem. To sprzeciwia się atoli tak wyraźnie zaczętemu dziełu odbudowy państwowości polskiej w ramach prawdziwej rzeczywistości, że Warszawa nie będzie mogła wahać się dłużej. Gdy rzeczy teraz tak dalece się rozwinęły, nie mogą już wystarczyć same deklaracje. Oporność nie powinna dalej kłępująco przeszkadzać rozwojowi państwowości polskiej, gdyż zajęcie mogą w końcu fakty, które zajęcie się mocarstw centralnych Polską zamienia *a priori* w bezskuteczność.

Od chwili, jak w Królestwie istnieje odpowiedzialna reprezentacja państwa polskiego — Rada Regencyjna — musi ona działać. Odpowiedzialna na wszelkie oficjalne kroki rządu francuskiego i innych rządów Koalicji w imieniu Polski musi być natychmiastowe postawienie Armji polskiej w Królestwie samym. Chcemy przeszłość z wszelkimi grzechami pozostawić w pokoju. Nadeszła ostatnia chwila działania. Szanujemy męstwo Legionów polskich, które teraz po długiej przerwie stoją znowu na froncie. Co jednak znaczy te kilka tysięcy pośród milionów w wojnie światowej? Nie. Polska musi mieć armję odpowiadającą liczbie mieszkańców Królestwa według objętości dzisiejszej rekrutacji. A armja ta nie może być korpusem ochotniczym, lecz musi być stworzona

przez najwyższy autorytet państwa, być wyrazem wspólnej woli tego państwa.

Jeżeli Królestwo Polskie zawiedzie w chwili, gdy Koalicja, w imieniu sprawy polskiej, na szerokim podłożu łączności z wszystkimi Polakami zagranicznymi, tworzy armję i prowadzi kampanję polityczną przeciw nam, patronom nowego państwa, to nie będzie to oznaczało nic innego jak to, że Polacy wciąż jeszcze nie są dojrzałymi do własnej państwowości. Niech nikt nie nadmienia, że rekrutacja polskiej armji po stronie Koalicji ma tylko mierne sukcesy lub coś podobnego; — aparat, który stworzono do powołania armji, przyjął zakres olbrzymiej akcji, a broń moralna, którą tu Polacy oddali Koalicji, jest silna i w żaden sposób nie można jej zaprzeczyć.

Te kilka rezolucji, które — np. w Paryżu — pojawiły się przeciw armji, wobec tego urzędowego politycznego aparatu nie nie znaczą. Na kongresie pokojowym Koalicja w imieniu armji polskiej i uczuć milionów — w północnej Ameryce jest 3.400.100, w Ameryce południowej 200.000, w nieprzyjacielskich państwach europejskich około 100.000 — Polaków zagranicznych będzie mogła mówić, a państwa centralne, którym nie złożono żadnego dowodu polskiego samozachowania i siły aktywnej, miałyby bardzo utrudnione występowanie za państwem polskim. Ponieważ jednak mocarstwa centralne są panami kraju, to Polska wyłącznie wskutek tego ucierpi. Taka sytuacja nastąpić będzie musiała z absolutną koniecznością. O przyczyny nikt nie zapyta: jeżeli Polska nie będzie miała własnej armji, nowe państwo pozbawione będzie własnego głosu.

Obecnie, gdy Polska ma własny rząd, wszelkie wątpliwości muszą upaść. Nie może być żadnego wahania. Państwa centralne uczyniły swoje. Polska ma głos.

Tyle Hans von Eckhardt, który lepiej sobie zdaje sprawę z nieprzyjemnych skutków dla Niemiec polityki wychodźstwa polskiego w Ameryce, we Francji i w Anglii, niż wielu publicystów polskich. Oczywiście nikt nie uwierzy, że panu Hansowi von Eckhardtowi zależy także i na tym, aby Polska nie uciepiała wskutek nielaski cesarza Wilhelma i jego dyplomatów i że tylko dlatego zaklina Królestwo Polskie, aby nie zawiadło nadziejami niemieckimi. Królestwo Polskie niewątpliwie myśli o armji, — bardzo się jednak myli p. Eckhardt, jeżeli przypuszcza, że pomiędzy temi armjami polskimi, które się tworzą na terytorjach Koalicji, a tą armją, którą stworzy Królestwo, będzie istniała jakakolwiek różnica dążeń, haseł, uczuć i postanowień. Pan Eckhardt zbyt dobrze poinformowany jest o sprawach polskich, aby się mylił. Idzie mu jednak prosto o sparaliżowanie za wszelką cenę akcji emigracyjnej polskiej i o sprowadzenie Polaków na neutralne stanowisko, bo przecież o nim nie może marzyć nawet p. von Beseler, chociaż powążył się przy wznoszeniu toastu na cześć Rady Regencyjnej powiedzieć: « Panów rzecz będzie rozpoznawać, jaki rodzaj włączenia Królestwa Polskiego do środkowo-europejskiego stowarzyszenia państw, odpowiadać będzie najlepiej jego zadaniu ». Mamy nadzieję, że Armja polska w przyszłej Polsce, jeżeli będzie używana na rzecz jakiegokolwiek stowarzyszenia państw, to jedynie tylko chyba powszechnej Ligi Narodów!

Wydział Narodowy komunikuje pismom polskim w Ameryce, pod datą dnia 10 grudnia, wiadomość telegraficzną, otrzymaną z Nowego Yorku, że sekretarz wojny Stanów Zjednoczonych, Baker, upoważnił Komisję Wojskową polską do użycia fortu Niagara (N.-Y.) na potrzeby rekrutacji do Armji Polskiej we Francji.

Fort Niagara znajduje się na terytorjum Stanów, naprzeciwko miasta Niagara-on-the-Lake w Kanadzie, gdzie, jak wiadomo, mieści się koncentracyjny obóz polski. Ale obóz ten, mogący pomieścić zaledwie kilka tysięcy żołnierzy, był za szczupły i dlatego władze wojskowe polsko-francuskie prosiły rząd Stanów Zjednoczonych o oddanie do ich użytku fortu Niagara, który przedzielony jest od poprzedniego obozu rzeką Niagara, stanowiącą granicę amerykańsko-kanadyjską.

Ten czyn rządu Stanów Zjednoczonych jest dowodem wielkiej sympatii dla sprawy polskiej, albowiem Stany nie mają nawet dla swych własnych żołnierzy dość miejsca. Dzień i noc saperzy budują baraki dla pięciomilionowej, formującej się armji amerykańskiej.

DLA OCHRONY NIEMIECKICH KRESÓW WSCHODNICH

Pod takim nagłówkiem donosi *Posener Tageblatt* z dnia 28 grudnia:

« Przedstawiciele *Ostmarkenvereinu*, na zebraniu, odbytym w dniu 15 grudnia w Poznaniu, uchwalili następującą deklarację:

« Uroczystość Kościuszkowska w Poznaniu, w dniu 15 października, dniu, w którym ustanowiona została Rada Regencyjna w Królestwie Polskim, rzuciła nagle jaskrawe światło na położenie Niemców na kresach wschodnich. Halaśliwe demonstracje ludności polskiej podczas masowych pochodów w stolicy naszej prowincji i w królewsko-pruskim mieście rezydencyjnym, były policzkiem dla niemieczyny i otworzyły pewnie oczy wszystkim tym, którzy nie chcą widzieć niebezpieczeństw, jakie dla naszych wschodnich prowincji wynikną z odbudowy Królestwa Polskiego.

« Usunięcie niebezpieczeństw tych nazwewnątrz możemy z ufnością poruczyć naszemu najwyższemu kierownictwu armji. Przy odgraniczeniu Królestwa Polskiego od Niemiec ustanowi ono linje strategiczne, gwarantujące naszym kresom wschodnim bezpieczną ochronę na wszelki wypadek wojny i to po wszystkie czasy.

« Celem definitywnego zniszczenia marzeń polskich o połączeniu pruskich dzielnic z Królestwem Polskim, jak to podczas uroczystości Kościuszkowskiej liczne wypadki uwydatniły, należy przez kolonizację szerokiego pasma granicznego, od Prus Książęcych aż po Śląsk, przez chłopów niemieckich wzniesć ścianę dzielącą, która uniemożliwi wszelką bezpośrednią komunikację Polaków z tej i tamtej strony granicy.

« Jeśli w ten sposób problem polski, w swoim bezpośrednim oddziaływaniu na wewnętrzne stosunki naszych kresów wschodnich, w pewnym stopniu traktować możnaby jako osłabiony, to dla nas, Niemców na wschodzie, z zaprowadzenia ogólnego równego prawa wyborczego w Prusach i tak wynikają nieprzewidziane niebezpieczeństwa.

« Przez tę ustawę wyborczą Niemców wzywa się z prawa, odbierając im — którzy pilnością i pracą w mieście i na wsi ongiś polskie części tej ziemi podnieśli ze stanu niekulturalnego do wysokiego gospodarczego rozwoju — współdziałanie przy ustawodawstwie kraju i kładąc ich los w ręce Polaków i takiej większości w Izbie Posłów, która według doświadczeń w Parlamencie nie jest przychylna żądaniom niemieczyny na wschodzie i niebawem rozbierze wały, za pomocą których wzniesiona została celowa polityka wschodnio-kresowa pod Bismarkiem i Buelowem w obronie przed pochodem Polaków. W ten sposób popadłszy w najcięższe położenie, Niemcy nie będą mogli wstrzymać naporu Polaków wzmocnionych gospodarczo na wsi i w mieście i będą zmuszeni do wychodźstwa. Skutkiem byłaby polonizacja kresów wschodnich.

« Temu zapobiedz — oto zadanie partji narodowo-niemieckiej podczas obrad nad nową ustawą wyborczą, którą wobec tego w formie przedłożonej przez rząd należy odrzucić.

« Do wszystkich niemiecko-narodowych posłów, a w szczególności z naszych kresów wschodnich w obu Izbach Sejmu, w wielkiej naszej trosce o dobro większej ojczyzny, zwracamy się z gorącą prośbą, aby ustawę wyborczą tak ukształtowali, aby poparcie i obrona niemieczyny na kresach wschodnich w najpóźniejszej mierze były zapewnione i aby niemiecki stan posiadania na wschodzie oraz granice Prus i Niemiec po wszystkie czasy były zabezpieczone.

Kurier Poznański z dnia 30 grudnia zaopatrzył dokument ten następującym komentarzem:

« Powyższy dokument polakożerczej zajądłości hakatystów nie stanowi dla nas nic nowego. Jest on typowym objawem zaślepienia ludzi, którym się zdaje, że wojna niczego nie zmienia. To jest pomyłka. Nie na to ludzkość przez lat trzy przeszła pławiła się krwią, aby obłędem hakatystycznym dotknęci czciciele siły mogli w dalszym ciągu dokonywać swych wiviweksji na żywym ciele Narodu polskiego. Pomysł odjęcia zupełnego Polaków z tej ty strony od Polaków w Królestwie pasmem kolonizacji niemieckiej — która możliwa byłaby tylko przez wyłączenie posiadłości polskiej — jest w istocie godnym swych twórców hakatystycznych. Historia zapisze potomnym w pamięci, że potworne takie zamysły wykluczyć się mogły w chwili, kiedy o prawach narodów do swobodnego rozwoju wszystkie rządy, nie wyłączając rządu niemieckiego

* Przep. autora: W wydaniu porannym *Berl. Tagebl.* z d. 2 września znajdują się istotnie te, tylko angielskiej sprawie służące, twierdzenia ks. Lichnowsky'ego, który przestrzegał przed ideami środkowo-europejskimi, ponieważ dają one Koalicji nową broń w rękę przeciwko nam. Teraz wyciąga *Times* z artykułu Lichnowsky'ego argumenty przeciwko nam!

kiego, mówią, jako o najważniejszej zdobyczy krwawych lat wojny. Uczciwi Niemcy dziwią się nieraz, skąd tyle nienawiści, nieufności i wrogięgo usposobienia przeciw Niemcom zebrało się w świecie cywilizowanym. Niech przeczytają ten dokument hakatystyczny, a znajdą odpowiedź.

Z AUSTRIACKIEJ IZBY POSŁÓW

Na posiedzeniu parlamentu austriackiego dnia 0 grudnia r. z. po przemówieniach posłów Wolfa i Hausera, atakujących posła Stanekę (Czechy) za jego wniosek w sprawie udziału przedstawicieli ludów Austrii w rokowaniach pokojowych, zabrali głos prezydent ministrów, dr. Seidler.

Mówca oświadczył, że w sprawie wniosku Czechów, według którego ministrowi spraw zagranicznych ma być przy rokowaniach pokojowych dodana rada przyboczna, złożona z przedstawicieli rozmaitych narodowości Austrii i Węgier, porozumiewał się on z min. spraw zagranicznych.

Prezydent ministrów może stwierdzić, że odpowiednio do prawnopństwowych urządzeń, reprezentacja przy rokowaniach pokojowych należy do ministra spraw zagr. i że on ma, w ramach swej odpowiedzialności i w porozumieniu z odpowiedzianymi prezydentami ministrów obu części monarchji, powadzić te rokowania. Sprzeciwiałyby się to duchowi konstytucji wszystkich państw konstytucyjnych, gdyby rząd był przy prowadzeniu takich rokowań kontrolowany przez tego rodzaju radę przyboczną. Zatem propozycji tej nie można bliżej omawiać.

W odpowiedzi na pytanie socjalno-demokratycznego posła Adlera wskazał prezydent ministrów na exposé min. spraw zagr., że rząd będzie w rokowaniach pokojowych z Rosją trzymał się zasady, iż pragniemy zawrzeć z Rosją pokój bez terytorjalnych i gospodarczych pogwałceń. Co do zasad, na podstawie których ma być zawarty pokój z innymi nieprzyjacielskimi państwami, premier powołał się na złożone niedawno oświadczenie hr. Czernina. Zamiar Austro-Węgier zawarcia z wszystkimi przeciwnikami bezinteresownego pokoju jest znany całej zagranicy, a więc niema obecnie powodu do występowania wobec naszych przeciwników z nowymi propozycjami pokojowymi.

Po przemówieniu prezydenta ministrów zabrali głos posł Głabiński, który oświadczył, że jakkolwiek Polacy ucierpieli w tej wojnie najwięcej ze wszystkich narodów, mimo tego nie zadowala się oni pokojem za wszelką cenę, lecz pokojem, któryby przyniósł Polskę łączącą wszystkie jej części.

Tej zjednoczonej Polski żądamy nie tylko w interesie trwałego pokoju, lecz także kultury świata i w interesie Europy.

Jest rzeczą mężów stanu znaleźć środki i drogi dla realizacji tego polskiego, równocześnie jednak ogólno-swiatowego ideału.

W odbudowaniu wolnego, silnego, niezawisłego, odpowiadającego prawom narodowym państwa polskiego leży najlepsza gwarancja granic dla wszystkich państw sąsiednich. Zabezpieczenie to będzie daleko silniejszym i trwalszym, niż aneksje, albo rektyfikacje granic.

Rząd rosyjski uznał prawo wszystkich Polaków do postanawiania o sobie, a także i niezawisłość Królestwa Polskiego, i wyciągnął z tego daleko idące konsekwencje. Państwa centralne wypowiedziały już przedtem, że uznają samodzielność Polski pragną odbudować samodzielne państwo polskie. O Polsce i o żywotnych interesach polskich nie można rozstrzygać bez Polaków. (Oklaski na ławach polskich).

Mówca omawiał następnie stosunki w Polsce i skarżył się na postępowanie władz okupacyjnych, które nie chcą uznać władz samodzielnego Królestwa, jakkolwiek istnieje Rada Regencyjna i polski rząd. Panuje wielka nieufność, a Polakom brak wiary, że samodzielne państwo, które zostało zapowiedziane, będzie też rzeczywiście stworzone.

Z pojęciem prawa stanowienia o sobie, tak jak ono zostało sformułowane w ostatniej dyskusji węgierskiej delegacji, nie może się mówca zgodzić.

W węgierskiej delegacji nie rozwinięto z ogólnego stanowiska problemu polskiego, lecz obrano stanowisko, że sprawa polska organicza się do Królestwa Polskiego, względnie połączenia z nim Galicji.

Polacy pragną, aby rokowania pokojowe były postawione pod publiczną kontrolę, o ile to naturalnie zgadza się konstytucja. (Żywe oklaski na ławach polskich).

GLÓD W GALICJI

Mowa posła Liebermanna, wygłoszona
w parlamencie austriackim
d. 21 listopada 1917 r.

Wysoka Izbo! Z tej trybuny zwróciłem przed niedawnym czasem uwagę rządu na to, że w Galicji zanosi się na katastrofę głodową. (Stuchajcie, stuchajcie!) Podam również do wiadomości, że w jednym wielkim mieście, w największym mieście prowincjonalnym Galicji, od 10 dni wielka rzesza ludności nie otrzymuje ani kawałka chleba. (Stuchajcie!) Przestrzegłem wówczas rząd, że rezultatem jego bierności będzie gwałtowny odruch ludności wobec głodu. Teraz, moi panowie, odpowiednia moja się spełniła. W ostatnich czasach, w miastach Galicji, jak w Nowym Sączu, Stanisławowie, wybuchły rewolty głodowe.

Kraków stoi przed wielką katastrofą głodową. Ostatnia rewolta głodowa wydarzyła się w Przemyślu.

15 listopada w godzinach wieczorowych zebrał się przed komendą wojskową wielki tłum kobiet, liczący się na tysiące, i te kobiety domagały się burzliwie, aby im oddano męzów, ponieważ tutaj, we wnętrzu kraju, nie mają nikogo, koby je uratował od śmierci głodowej. Tłum ruszył ulicami, wyrządził wielkie szkody; ostatecznie wezwano wojsko. Wojsko ruszyło ze zniżonymi bagnetami na tłum, ale kobiety nie ustąpiły lecz odpowiadały: « Tak, jesteśmy gotowe na śmierć, zabijcie nas, ale weźcie nasze dzieci, ponieważ dłużej rzeczywiście nie możemy patrzeć na męki, na jakie są one wystawione! » (Stuchajcie! Stuchajcie!) Ta rewolta powtórzyła się dnia następnego z tym samym charakterem. Muszę otwarcie przyznać, że wojsko zachowało się naderwzajem humanitarnie i taktownie, gdyż w przeciwnym razie doszłoby do straszliwej rzezi wobec niepomiernej rozpacz, jaka owładnęła ludnością. Tuż przed moim odjazdem powtórzyły się tumulty głodowe na ulicach. W obecnej chwili nie wiem, w jakim stanie miasto się znajduje; to jedno wiem — słyszałem bowiem — że setki i tysiacy kobiet są zdecydowane umrzeć, ponieważ nie mogą już dłużej wytrzymać tych tortur i męk.

Pytacie mnie, panowie, co jest przyczyną tej rewolty. Oto, moi panowie, od ośmiu dni ten tłum nie otrzymał ani kaski chleba, od ośmiu dni! Od ośmiu dni Ekscelecjo! Kilkakrotnie już zwróciłem na to pańską uwagę, że się miastom Galicji wstrzymuje wydawanie codziennego chleba. Żądałem od pana pomocy, pan atoli nie uznał za godne trudu odpowiedzieć i usprawiedliwić się przed zastępcami tego kraju koronnego z polityki wygłodzenia, którą pan wobec miast galicyjskich uprawia.

Moi panowie! Pan minister przed chwilą uronił tu nieco łez nad wszystkimi krajami koronnymi naszej ukochanej, nieszczęśliwej ojczyzny i powiedział, że w Dalmacji rosną tyłkokamienie, że Czechy są pasywne; dla wszystkich krajów znalazł jakieś westchnienie i tylko o Galicji wyraził się w ten sposób, że Galicję należy silnie naciągnąć, ponieważ w niej znajduje się więcej zapasów ziemniaków — i wtedy usłyszałem z jego ust, że jeżeli się będzie miało pomódz innym krajom koronnym, stać się to może tylko z pomocą Galicji. Wskazywał zawsze na to: to weźmiemy z Galicji, to z Polski; raz z zachodnich drugi raz ze wschodnich prowincji. Czy pan nie wiesz, że wielkie masy ludności, nawet wiejskiej — ponieważ nie wszyscy wieśniacy są posiadaczami, pomiędzy wieśniakami jest bardzo liczny proletarij — czy pan nie wiesz, że większość, bo 9/10 ludności Galicji przymiera głodem?

Moi panowie i szanowny panie ministrze! Powiedziałem pan, że winę tej klęski ponosi polityka poszczególnie i ograniczenia się, jaką stosują poszczególne kraje koronne. Tak, p. ministrze, pan znasz prawdopodobnie inne kraje koronne, ale jeżeli pan chciałeś to powiedzieć o Galicji, to z pewnością nie można tego do niej zastosować. Galicja nie jest odcięta, Galicja stoi otworem dla każdego kraju i to nie tylko dla każdego kraju naszego państwa, lecz także dla Niemców jest granica Galicji otwarta i zorganizowany tajny wywóz. Ekscelecjo, przedłożyłem panu fakty, prosiłem pana poważnie, abys pan nam odpowiedział, dlaczego pan scierpia ten tajny wywóz, który organizują niemieckie władze i niemieccy żołnierze. Dotychczas nie znalazł pan na to odpowiedzi. Ludność Przemyśla nie ma chleba, maki, węgla, nafry, cukru,

a z tego samego miasta wywozi się wagonami cukier do Niemiec. A skoro się o tym uprzedza urzędy dla spraw żywnościowych, czynią ona coś niecoś. Ostatni wagon cukru np., który wywieziono z Przemyśla został zatrzymany w Jarosławiu. Sporządzono protokół. Otóż protokół zatrzymaliśmy, a cukier puszczone w dalszą drogę.

Tak, Galicja nie jest odgraniczona.

Galicja stoi otworem dla każdego rabusia, który się chce zбогаć. Spójrzcie, panowie, na tajny wywóz, który organizują nie tylko niemieccy żołnierze, ale także rozmaici lichwiarze i spekulanci. Niema chleba dla mas, głodujemy pozbawieni wszystkiego, w najokropniejszych konwulsjach giną tysiące ludzi, ale — jeśli się zapłaci 600—700 K za 100 kg. maki — to ją można dostać! To skandaliczne!

Z PRASY

— W piotrogrodzkim *Dzienniku Polskim* znajdujemy poniższą, ostrą krytykę pióra p. Władysława Rabskiego, tyczącą się artykułu p. Szymona Askenazy o Kościuszcze, artykułu który ukazał się w *Journal de Genève* z dnia 15 października r. z.

« Powiedział ktoś o panu Askenazy, że jako historyk ma « mało wiedzy, trochę talentu, a dużo sprytu ». Jego polityka jest dziwnie podobna do jego historii.

« Od początku wojny przeniósł się p. Askenazy do Szwajcarii i stał się, jak niemal wszystkie Feldmany i Grossterny, najgorętszym zwolennikiem i apostołem polsko-niemieckiego przymerza.

« Ale niezmiernie rzadko własnym nazwiskiem stemplował swoją robotę. Stał za kulisami i pociągał sznurki swych marjonetek politycznych. Lubił także grać rolę bruchomówcy. Wszystkim zdawać się mogło, że ktoś tam mówi w Londynie, a to mówił p. Askenazy w Bernie. W niezliczonych artykułach, orędziach, biuletynach znać było rękę « pana profesora », ale on sam był prawie zawsze niewidzialny, otoczony mgłą, ukryty w bucie suflera.

« Ale oto przemówił nareszcie sam pan Askenazy z własnym podpisem. Przemówił nie jako polityk, lecz jako historyk. O starych dziejach gwarzy pan profesor. O Kościuszcze, o jego programie politycznym, o jego wskazaniach narodowych. A pisze tym razem w języku francuskim, na szpaltach *Journal de Genève*, Tytuł: *Kościuszcze*. Podpis: *Simon Askenazy, Professeur de l'université de Lemberg*.

« A więc po czterech latach pracy politycznej przypomniał sobie polityczny pan Askenazy, że właściwie jest historykiem i postanowił pouczyć Europę, do czego właściwie dążył Kościuszcze. Tak by się zdawało. Ale w rzeczywistości stało się odwrotnie. To historyk Askenazy przypomniał sobie, że jest politykiem i wzięwszy de ręki « kosę racławicką » zabrał się do « obcinania Polski ».

« Przyznaje on na wstępie — bo jakoś trudno zaprzeczyć rzeczywistości — że Kościuszcze miał « idealną koncepcję de l'intégrité de la Pologne », ale dodaje zaraz, że *pourtant* miał dużo realizmu politycznego. Przyznaje, że z Napoleonem mówił wprawdzie o « Polsce od Rygi do Odessy », że Aleksandrowi wskazywał linię Dżwiny i Dniepru, ale wykształciwszy te cytaty, podnosi palce w górę i przysięga, że jego « maksymalizm nie był intransigent et stérile i że zawsze był skłonny do potrzebnych koncesji, nie przekraczających pewnej nietykalnej miary ». Do wodom mają być jego własne słowa, w których godzi się na « największą część ojcowizny narodowej, gdy całości zdobyć nie można », i w których od cara Aleksandra domaga się tylko Polski « z 10—11 milionami mieszkańców », to znaczy — dodaje pan Askenazy — « około dwóch trzecich dawnej Polski ».

« I to wszystko pisze się dzisiaj po francusku dla Europy, gdy b. minister Tereszenko, oraz ambasadorowie Stanów Zjednoczonych, Francji i Anglii ogłosili uroczyste program « Polski niepodległej, zjednoczonej i z wyjściem do morza », gdy zbliża się kongres pokojowy, na którym będziemy domagać się oddania wszystkich naszych ziem i polskiego morza.

« Byle tylko Berlin był zadowolony! Byle tylko panowie Kühlmann czy Bülow mogli na kongresie powiedzieć, że sami Polacy nie traktują poważnie idei zjednoczenia, że to jest krakowiaczek narodowy i nic więcej, że sam Kościuszcze wyrzekł się polskiego morza i polskiej całości. »

Od dnia 1 stycznia 1918 roku przedpłata Polonii wynosić będzie.

We Francji:

20 franków rocznie.
10 „ półrocznie.
5 „ kwartalnie.

Zagranicą:

22 franki rocznie.

Dla osób nieznających języka francuskiego, i dla których ceny te są zbyt wygórowane, wydawać będziemy oddzielnie część polską Polonii, na którą przedpłata wynosić będzie:

10 franków rocznie.
6 franków półrocznie.
3 franki kwartalnie.

KRONIKA

◊ Powitanie żołnierzy polskich z Ameryki przez Z. N. P. we Francji.

W niedzielę, dnia 20 stycznia 1918 r. o godzinie 3 pp. punktualnie, w lokalu Związku Narodowego Polskiego odbędzie się nadzwyczajne zebranie towarzyskie.

Na porządku dziennym:

Powitanie żołnierzy Polskich z Ameryki przez Związek oraz przez delegację towarzystw Sokół i Komitet Weteranów. Goście, a szczególnie Panie, mile będą widziani.

Osoby, życzące sobie wziąć udział we wspólnym obiedzie (cena 6 fr.), proszone są o jaknajwcześniejsze zawiadomienie o tym p. A. Szawklisa, 15, rue de l'Arc-de-Triomphe (XVII^e).

◊ « Jasełka » u św. Kazimierza.

Siostry zakładu św. Kazimierza zapraszają wszystkich rodaków na « Jasełka », które się odbędą w niedzielę dnia 20 i 27 stycznia o godz. 2 i 1/2 pp. przy ul. Chevaleret, N° 119. Program nabyć będzie można przy wejściu. Na zakończenie, dzieci odtańczą krakowiaka w kostiumach narodowych.

◊ Rocznicą powstania styczniowego.

W niedzielę, dnia 27 stycznia odprawiona będzie w kościele polskim przy ulicy St-Honoré, 263, o godz. 10 i pół rano, Msza święta za wszystkich bohaterów, którzy padli w roku 1863, a także podczas obecnej wojny.

◊ « Betleem Polskie » w Le Puy.

W pierwszy dzień świąt, odbyło się, jak donosi donosi *Jeniec-Polak* z d. 3 stycznia, miasto gwiazdki, przedstawienie amatorskie w obozie jeńców polskich w Le Puy, gdzie odegrano jasełka narodowe Lucjana Rydla, p. t. « Betleem Polskie ».

Ziemia przyodziana grubą śnieżną oponą, nadała tegorocznym świętom wiele uroku, przypominając « gwiazdki » spędzone w kraju, w gronie osób najbliższych i najdroższych.

Na tle pięknych nowych dekoracji, wykonanych przez tow. J. Szorka, widziano naszych pastuszków, spieszących do Betleem powitać nowonarodzone Dziecię, złożyć u żłóbka Jego swe skargi, bóle, i aby uprosić Przenajświętszą Pannienkę o wstawienie się u syna za nieszczęśliwym narodem polskim, przez wrogów od wieku dręczonym. W trzech wspaniałych obrazach przewija się, jak w kalejdoskopie, cała prawie Polska. Począwszy od biednych pastuszków, górali, a skończywszy na królach polskich, przestrojonych w gronostajowe płaszcze i bogate suknie. Wszystko garnie się do żłóbka, aby oddać pokłon Zbawicielowi i prosić Go o lepszą przyszłość dla Ojczyzny, by pokrzepić ducha i błagać o hart, wolę i męstwo w przetrwaniu niedoli.

Całość wypadła znakomicie, amatorzy potrafili grać swoją wywołać złudzenie rzeczywistości i utrzymać wszystkich słuchaczy do samego końca w skupieniu ducha, nie wyłączając wielu gości, którzy pomimo niezrozumiałego dla nich języka, odczuwali myśl i potęgę naszego zbiorowego bólu i prośby o Wolność dla ukochanej Ojczyzny. Każdemu, biorącemu udział w tym przedstawieniu, należy się zasłużona, szczerza pochwała. Do sukcesu odniesionego przyczynił się w znacznej mierze rodak E. Kaniewski, który niestrudzenie i z zapałem pracował nad kostiumami, stworzywszy z przeróżnych kawałeczków materii, kolorowych papierów, nadwyzczaj piękne i gustowne ubiory, czyniące wrażenie bogactwa i przepychu.

Sala przepełniona była gośćmi francuskimi, między którymi znajdowali się Komendant obozów polskich, pan Perret, i pan kapitan Chabrat ze swymi rodzinami, oraz wielu oficerów i gości cywilnych z miasta. Gościom, którzy zaszczyli nas swą obecnością, podał krótkie streszczenie

całego dramatu pan porucznik P. Cazin, szczerzy przyjaciel Polaków, przedstawiając w pięknych słowach nasze zwyczaje i obyczaje, naszą niedołę obecną i nadzieje na przyszłość.

RESTAURACJA POLSKA

11 bis, rue des Carmes,
na rogu 39, rue des Ecoles (około Sorbony).

Przyjmuje zamówienia na śniadania i obiady polskie w osobnym salonie. Wszelkie zamówienia w zakres sztuki kuchennej wchodzące wykonywuje na miejscu lub dostarcza do domów.

A. MACIEJEWSKI

były kuchmistrz pierwszorzędných hotelów
w Warszawie i w Paryżu.

WODA MINERALNA FRANCUSKA

VITTEL

GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Można nabyć w Administracji POLONII:

- 1) Podręcznik do nauki języka francuskiego, cena, 2 fr.; (drugie wydanie w druku).
- 2) Album Polaków w Armji Francuskiej, cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 3) Francja i Polska w przestrzeni wieków, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50 (zagr. 6 fr.).
- 4) Znaczek polski z białym orłem, 3 fr. z przesyłką; zagranicą, 3 fr. 50;
- 5) Szpilka z orzełkiem, 2 fr. 50 z przesyłką; zagranicą, 3 fr.
- 6) Odkrytki narodowe polskie, różne, tuzin, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 25.
- 7) La France pour la Pologne (ankieta) 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 50.
- 8) La Petite Encyclopédie Polonaise, 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 50.
- 9) La Pologne Immortelle, 3 fr. 50; z przesyłką, 4 fr.
- 10) Nalepki z orzełkiem polskim dla propagandy, 1 fr. 50 tuzin; z przesyłką, 1 fr. 65.
- 11) Podręcznik do nauki języka polskiego dla Francuzów, cena, 3 fr. 50; z przesyłką, 3 fr. 90; oprawy 5 fr.; z przesyłką, 5 fr. 40.
- 12) Trzy Psalmi i Hejnał, poezje J. RUFFERA, 1 fr.; z przesyłką, 1 fr. 15.

W druku:

« Wiara i Ojczyzna », książka do nabożeństwa.

Codzienny i Niedzielný

« KURYER POLSKI »

w Milwaukee, Wis., Ameryka.

Najstarszy i najpopularniejszy polski dziennik w Ameryce.

« Codzienny » kosztuje w Europie 20 fr. na rok. Niedzielný « Kuryer » — 40 fr. na rok. Codzienny i Niedzielný razem 25 fr. na rok.

Udziela czytelnikom w Europie wszelkich informacji o Polakach zamieszkających w Ameryce, jak i o stosunkach amerykańskich.

Adresować: « Kuryer Polski », Box 68, Milwaukee, Wis., U. S. America.

Zbiór pieśni polskich narodowych i religijnych jest do nabycia w Polonii.

Cena, 4 fr.; z przesyłką, 4 fr. 40 cts.

Książki polskie, nowe używane, różnej treści, po cenach korzystnych, nabywa Administracja Polonii.

Panna pochodzenia polskiego, inteligentna, życzy sobie dawać cudzoziemcom lekcji języka angielskiego lub francuskiego. Proszę się zgłaszać do Polonii dla panny St. J.

Pudełka tekturowe, rozmiarów conajmniej 30 x 42 ctm. kupujemy. Zgłoszenia w Polonii.



MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorządne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego

GAZOWE LAMPY — INSTALACJE

A. BOUILLON

112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIEŃIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 17, Calle Caracas

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

J. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNÉ, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom 4 fr. 50 cent.

Wysyła pocztą za dopłatą 10 o/o.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.